



# #ManifesteToiCitoyen

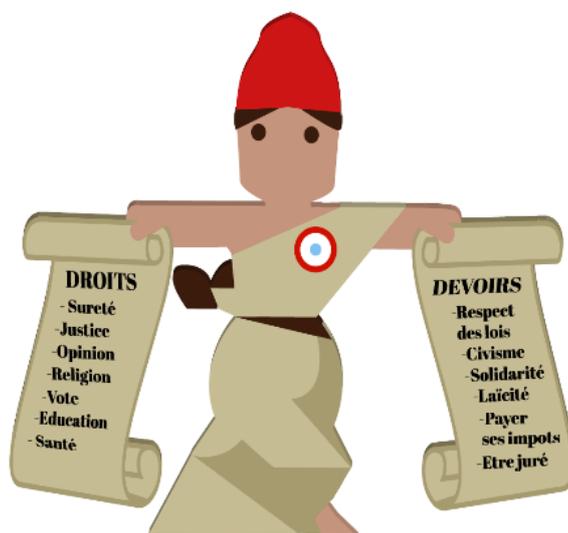
## Note d'introduction à la citoyenneté

<https://jeparticipe.manifeste-toi-citoyen.fr/>

*Sous le haut patronage de la Présidence de la République*



**Talents  
des cités**



## Au sommaire...

<b>1</b>	<b>#ManifesteToiCitoyen</b> .....	<b>2</b>
	Vers un nouveau pacte citoyen .....	2
	Un appel à idées .....	2
	Une note d'introduction à la citoyenneté .....	3
	La remise du manifeste participatif au Président de la République .....	3
	Empreintes Citoyennes, l'association porteuse .....	3
<b>2</b>	<b>Note d'introduction à la citoyenneté</b> .....	<b>4</b>
2.1	La citoyenneté, la matrice sociétale ? .....	4
	La citoyenneté, pourquoi et comment ? .....	4
	La citoyenneté, un enjeu démocratique et républicain .....	4
	La citoyenneté, un enjeu sociétal .....	4
	La citoyenneté, une notion vivante .....	4
2.2	Une citoyenneté empêchée ? .....	5
	Une citoyenneté universelle ? .....	5
	Citoyen un rôle déconsidéré ? .....	5
	Une citoyenneté en crise ? .....	5
	Un nouvel élan de la citoyenneté ? .....	5
	Une citoyenneté individuelle et collective .....	5
	Une citoyenneté active et responsable .....	6
	La citoyenneté, un processus d'apprentissage .....	6
	La commune, l'espace naturel du citoyen .....	6
	Citoyen du monde, une utopie ? .....	7



## 1.1 VERS UN NOUVEAU PACTE CITOYEN

« Le citoyen est un être éminemment politique qui exprime non pas son intérêt individuel mais l'intérêt général. Cet intérêt général ne se résume pas à la somme des volontés particulières mais la dépasse. » Jean-Jacques Rousseau

« La citoyenneté n'est pas une essence donnée une fois pour toutes, qu'il importerait de maintenir et de transmettre... C'est une utopie créatrice, fondée sur l'idée de l'égalité de tous les citoyens en tant que citoyens, quelles que soient, par ailleurs, leurs différences et les inégalités qui les séparent. » Dominique Schnapper

Que signifie être citoyen en France aujourd'hui ? Qu'est-ce qui nous unit ? Quelles obligations, quels devoirs, quels engagements ? Pourquoi et comment affirmer la citoyenneté ? Quelles conditions d'accès ? Quels repères ?

La citoyenneté est une notion qui a su évoluer au fil du temps pour répondre aux enjeux de société. En cette période de transition écologique, sociale, économique, sanitaire... nous proposons de réaffirmer le **Pacte citoyen** et d'établir un cadre afin que la citoyenneté prenne sens et devienne un statut fédérateur, réaffirmant les communs et poussant chacun à s'engager dans une démarche de responsabilité et d'engagement pour faire société.

**Un Pacte citoyen** est une aventure commune ; citoyens, collectivités, institutions, entreprises, associations, corps intermédiaires, partis politiques, chaque acteur, à tous les niveaux de territoires, du local au national, détient une part de responsabilité dans le processus d'émancipation citoyenne et doit participer à l'affirmation des enjeux de citoyenneté et à la mise en place d'un **nouveau Pacte citoyen**.

## 1.2 UN APPEL A IDEES

Avec **#ManifesteToiCitoyen**, l'association Empreintes Citoyennes, propose un appel à idées afin d'établir un **nouveau Pacte citoyen** fondé sur l'engagement, la considération et la responsabilité.

Pour favoriser les contributions des citoyens, associations, entreprises, élus..., une plateforme participative développée par ConsultVox, partenaire de l'association, est ouverte jusqu'au 27 août 2020 : [manifeste-toi-citoyen.fr](http://manifeste-toi-citoyen.fr).

Toutes les contributions seront regroupées dans le manifeste « **Vers un nouveau Pacte citoyen** ».

Avec **#ManifesteToiCitoyen** il ne s'agit pas de remettre en cause la citoyenneté mais d'interroger ses modalités, ses pratiques, ses conditions d'accès pour favoriser son partage et son émancipation.

Que signifie être citoyen en France aujourd'hui ? Qu'est ce qui nous unit ? Quelles obligations, quels devoirs, quels engagements ? Pourquoi et comment affirmer la citoyenneté ? Quelles conditions d'accès ? Quels repères ? Cet appel à idées est l'occasion pour chacun d'explorer et de réfléchir à la citoyenneté au travers de 7 thèmes (*les thèmes sont inspirés des résultats des consultations nationales menées par le laboratoire de l'association Empreintes Citoyennes*) :

- **L'inclusion...** comment faire de la citoyenneté une opportunité fédératrice, accessible et ouverte qui laisse sa place et apporte des repères à chacun, et qui permet à tous de participer à faire société.
- **L'écologie...** comment faire de la citoyenneté une opportunité qui éveille les consciences en faveur de la transition et des enjeux du développement durable (EDD/ODD), qui favorise de nouveaux comportements (alimentation, consommation, déplacement...) ... ?
- **La responsabilité...** comment faire de la citoyenneté une opportunité qui rappelle les principes républicains, qui engage à respecter les droits de chacun et à appliquer les devoirs de tous, qui rappelle les principes de civisme, de civilité... ?



- **La démocratie...** comment faire de la citoyenneté une opportunité qui anime la démocratie représentative par la participation, qui favorise les collaborations, qui tient compte, qui donne et fait confiance...
- **L'éducation...** comment faire de la citoyenneté une opportunité qui inspire l'envie, l'apprentissage, la compréhension, le partage, la transmission, à et en dehors de l'école...
- **La solidarité...** comment faire de la citoyenneté une opportunité qui renforce la considération et le rapport aux autres, qui lutte contre les discriminations, qui invite à la fraternité, qui tisse les liens sociaux entre les générations et entre origines socio-culturelles...
- **Les territoires...** comment faire de la citoyenneté une opportunité qui favorise une meilleure agilité territoriale, qui décentralise les pouvoirs publics, qui réhabilite le local en prise avec les réalités de vies, qui favorise les coopérations entre les différents élus et niveaux territoriaux



### 1.3 UNE NOTE D'INTRODUCTION A LA CITOYENNETE

Pour inspirer les réflexions et contributions l'association Empreintes Citoyennes met à disposition une note d'introduction à la citoyenneté qui apporte des notions, des rappels, des constats, des éclairages pour favoriser une réflexion collective en faveur de la citoyenneté qui présente des vertus, qualités et enjeux inestimables.

### 1.4 LA REMISE DU MANIFESTE PARTICIPATIF AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Le haut patronage accordé à la démarche Villages et Villes Citoyennes\* initiée par Empreintes Citoyennes, permettra à l'association de rencontrer le Président de la République. Ses représentants profiteront de cette occasion pour remettre en main propre le manifeste « **Vers un nouveau Pacte citoyen** » qui compilera les différentes contributions.

D'autre part l'initiative **#ManifesteToiCitoyen** est déjà soutenue par plusieurs élus qui se sont engagés à le transmettre aux Présidents des deux Chambres parlementaires (Assemblée Nationale et Sénat) et du Conseil économique Social et Environnemental.

### 1.5 EMPREINTES CITOYENNES, L'ASSOCIATION PORTEUSE

**Empreintes Citoyennes** » © est une association loi 1901, qui œuvre depuis 2014, en faveur d'une citoyenneté engagée et responsable pour faire du citoyen un acteur du territoire et des projets.

#### Nos enjeux :

- Renforcer la considération du citoyen et de la citoyenneté
- Faire de la citoyenneté un statut fédérateur et inspirant
- Participer à l'émancipation citoyenne
- Développer l'engagement citoyen
- Encourager et animer la participation citoyenne

#### Notre contribution (collectivités, entreprises, organisations, collectifs...) :

- Sensibiliser et éduquer à la citoyenneté (éducation populaire ou en milieu scolaire)
- Proposer des outils (boîte à outils), des méthodes et démarches expérimentées
- Inspirer, accompagner les stratégies de participation citoyenne
- Faire évoluer les pratiques de gouvernance
- Former les citoyens, les élus, les collaborateurs, les agents

L'association Empreintes Citoyennes est porteuse de la démarche « Villages et Villes Citoyennes ». Composée de **7 leviers, 21 objectifs et 63 critères cette feuille de route permet aux communes, de** favoriser l'engagement citoyen, en devenant plus compréhensible, transparente, collaborative, solidaire, valorisante, inclusive et engagée. Cette démarche structurante et collaborative peut être labellisée. Elle dispose du Haut patronage du Président de la République et a été distinguée par le prix de la Démocratie.



## 2 NOTE D'INTRODUCTION A LA CITOYENNETE



Cette note d'introduction apporte des notions, des rappels, des constats, des éclairages pour favoriser une réflexion collective en faveur de la citoyenneté qui présente des vertus, qualités et enjeux inestimés. Avec [#ManifesteToiCitoyen](#) il ne s'agit pas de remettre en cause la notion de citoyenneté mais d'interroger ses modalités, ses pratiques, ses conditions d'accès pour favoriser son partage et son émancipation.

### 2.1 LA CITOYENNETE, LA MATRICE SOCIETALE ?

#### 2.1.1 La citoyenneté, pourquoi et comment ?

La République française garantit à tout être humain des droits civils (mariage, sûreté, justice...), des droits sociaux (travail, grève, éducation, sécurité sociale...) et des libertés (pensée, opinion, expression, religion...). Elle impose le respect de devoirs et obligations morales, telles que la civilité (respect des biens et des personnes), le civisme (respect des lois et conscience de l'intérêt général) et la solidarité (attitude d'ouverture et d'assistance aux autres).

Sont reconnus comme citoyens les personnes de nationalité française, ayant atteint l'âge de la majorité et disposant de leurs droits civils et politiques. Ce statut de citoyen apporte des particularités, tels que des droits (le droit de vote, être candidat à une élection...) et des devoirs (concourir à la défense nationale ou participer aux jurys d'assises).

#### 2.1.2 La citoyenneté, un enjeu démocratique et républicain

Fondamentalement le citoyen participe aux décisions de la cité, devenant ainsi acteur d'un système institutionnel et d'un processus de décision politique. La citoyenneté est donc un concept éminemment politique qui anime notre modèle démocratique et républicain.

La conception française contemporaine de la citoyenneté a vocation à construire une communauté de citoyennes et citoyens qui font nation, en appliquant les principes de la démocratie représentative et en partageant les valeurs républicaines (liberté, égalité, fraternité, laïcité).

#### 2.1.3 La citoyenneté, un enjeu sociétal

La citoyenneté qualifie également les comportements sociaux. Elle vise à rappeler la notion d'intérêt général, à soutenir la responsabilisation, à dépasser les identités sociales, culturelles, culturelles, à encourager la reconnaissance, la contribution et la participation des citoyens, à inciter la mobilisation et l'engagement des citoyens. En ce sens elle est un tremplin qui élève nos consciences pour passer de la préoccupation individuelle à la considération collective.

La citoyenneté joue un rôle particulier, elle remplit une fonction de liaison sans nier l'individu, elle est un espace de ralliement.

#### 2.1.4 La citoyenneté, une notion vivante

La citoyenneté apparaît à Athènes au Vème siècle avant notre ère. Les citoyens (dont sont exclus les femmes, les esclaves et les étrangers) peuvent se réunir dans un lieu unique afin de débattre des grandes questions intéressant la cité. Ce n'est que 20 siècles plus tard, en 1795, qu'on établit en France un suffrage censitaire qui donne droit de vote aux seuls citoyens « actifs » (soit les hommes de 25 ans minimums, et dont le montant des impôts équivaut à trois journées de travail). Au XIXème siècle s'affirme la conception du citoyen : un individu libre et éclairé, capable de se forger une opinion. Une citoyenneté plus humaniste et inclusive apparaît progressivement en accordant le 21 avril 1944 le droit de vote aux femmes, en 1972 aux militaires...

La conception contemporaine de la citoyenneté doit s'adapter aux évolutions profondes de notre société.



## 2.2 UNE CITOYENNETE EMPECHEE ?



### 2.2.1 Une citoyenneté universelle ?

Les conditions d'accès à la citoyenneté restent bien subtiles et créent la confusion auprès des français et plus largement auprès des habitants de France.

En fait, on compte seulement 47 millions de citoyens en France (sur 67 millions d'habitants). Le critère de majorité écarte les mineurs soit environ 14,5 millions de personnes et le principe de nationalité éloigne les personnes de nationalités étrangères soit 4,8 millions de personnes (pour autant les droits des étrangers en France, outre les droits politiques, sont en grande partie identiques). A ces personnes non reconnues comme citoyennes s'ajoutent les personnes déchues de leurs droits civiques.

Si l'on n'est pas majeur et français, on n'est pas reconnu comme citoyen... La citoyenneté, qui veut être ouverte, inclusive et fédératrice, ne fait pas la distinction entre le citoyen français et le citoyen de France.

### 2.2.2 Citoyen un rôle déconsidéré ?

En France, l'héritage monarchique et parfois jacobin a installé un certain centralisme qui se traduit dans une gouvernance très verticale qui laisse finalement peu de place aux citoyens même si ces derniers s'organisent en collectifs ou en corps intermédiaires. Le manque d'écoute à l'égard des instances de participations ou des espaces de réflexion collective installe des frustrations et détourne les citoyens de la participation.

D'autre part la démocratie représentative privilégie parfois la réponse à des intérêts qui sont exprimés par des acteurs qui maîtrisent les éléments de langage, les réseaux, les codes. Ce réflexe renforce le sentiment d'injustice, d'inconsidération qui se transforme en dépit. Le manque de prise en compte installe chez certains une citoyenneté désengagée plus proche du consumérisme... on passe alors de la citoyenneté à « l'assistoyenneté ».

### 2.2.3 Une citoyenneté en crise ?

La défiance à l'égard de la vie politique, l'abstention aux élections, la hausse des incivilités, la baisse de l'engagement local politique, le renforcement des clivages sociaux, le repli sur soi, la radicalisation, la ghettoïsation, la méfiance, le communautarisme, l'égoïsme... Chaque semaine apporte son lot de témoignages qui incarnent une crise de la citoyenneté. Le citoyen traverse une crise de confiance profonde : en son système, ses institutions, ses représentants et parfois en sa propre capacité à agir pour la cité. Le manque de considération ou de dialogue crée chez beaucoup des frustrations qui se traduisent en protestations (zadistes, bonnet rouges, gilets jaunes...). Sans écoute la mobilisation citoyenne se traduit en immobilisation citoyenne.

## 2.3 UN NOUVEL ELAN DE LA CITOYENNETE ?

### 2.3.1 Une citoyenneté individuelle et collective

La citoyenneté a vocation à reconnaître les individualités pour faire société. Le développement individuel ne s'oppose pas au développement collectif, la société permet à chacun de déterminer sa singularité dans un projet collectif.

La fin du XXème siècle a été animée par de nombreuses revendications sociales fondées sur le développement individuel en reléguant souvent au second plan ce qui nous unit.

Bien-être personnel, ascension sociale individuelle, autodétermination, la promotion du « je », le rassemblement entre pairs (et la création de communautés et de « nous » restrictifs) .... nous ont limité dans l'intention de faire société. Le début du XXIème siècle semble réaffirmer ce besoin.

La crise sanitaire, économique et sociale que nous traversons met quotidiennement en exergue des actions d'altruisme et de solidarité en faveur de l'éducation, face au vieillissement...



Il n'a jamais été autant question d'éducation à la citoyenneté que depuis le début des années 2000. Les enfants apprennent à exprimer un point de vue, à débattre, à écouter les arguments des autres, à protéger l'environnement.



Depuis une dizaine d'années, des démarches de participation active dans la gestion des collectivités locales ont émergé. La notion de « démocratie participative » s'est installée et de nombreuses personnes souhaitent s'associer aux décisions relatives à leur territoire, à la gestion des services publics ou à l'élaboration du « monde d'après ».

La technologie, la mobilité, l'ouverture culturelle... ont profondément et très rapidement bousculé les pratiques collectives. L'intelligence collective et les méthodes collaboratives se développent au sein des entreprises, des associations et des administrations. La prise en compte de l'expertise de vie et de l'expertise d'usage est recherchée et valorisée dans un grand nombre de projets structurants.

Si ses modalités d'engagement se transforment et s'adaptent aux modes de vie, le mouvement associatif, reste dynamique, partenarial, pluriel et repose sur un partage de compétences et la valorisation des savoir-faire.

Dans ce contexte foisonnant la citoyenneté peut aisément retrouver une identité et un sens avec un soutien institutionnel, politique et populaire fort.

### 2.3.2 Une citoyenneté active et responsable

La citoyenneté se vit au jour le jour, chacun, chacune appréhende sa citoyenneté. Si la loi fournit un cadre (règles de civisme dans l'espace public, de respect d'autrui...) libre à chacun de choisir ses engagements, de participer à la décision publique, d'œuvrer en faveur d'actions humanitaires, de rejoindre un mouvement environnemental, de se présenter au suffrage électoral...

Nous disposons donc d'une souveraineté dans l'exercice de notre citoyenneté. Cette souveraineté est indispensable dans une société diverse et plurielle, où les compétences, les disponibilités, les sensibilités sont nombreuses.

Cette liberté individuelle s'accompagne de son corollaire : la responsabilité. Chacune et chacun est responsable de ses actes et de ses paroles, ainsi que de sa non-action ou de sa non-expression.

### 2.3.3 La citoyenneté, un processus d'apprentissage

L'individu n'est pas citoyen en soi...C'est en citoyennant que l'on devient citoyen. La citoyenneté ça se pratique mais ça s'apprend également et le rôle de l'école est à cet égard crucial. La loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'École du 23 avril 2005 précisait déjà : « *Outre la transmission des connaissances, la Nation fixe comme mission première à l'école de faire partager aux élèves les valeurs de la République. Le droit à l'éducation est garanti à chacun afin de lui permettre [...] d'exercer sa citoyenneté* ». La loi du 8 juillet 2013 pour la refondation de l'école de la République y a introduit un enseignement moral et civique qui tend à inculquer aux élèves « le respect de la personne, de ses origines et de ses différences, de l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi que de la laïcité ».

Ces différents textes législatifs ne signifient en rien qu'une solution éducative ait été trouvée, elle rappelle seulement la prise de conscience d'un problème et d'une recherche de solution.

### 2.3.4 La commune, l'espace naturel du citoyen

La commune (entendue comme cité) est l'espace naturel du citoyen, c'est à l'échelle de la rue, du quartier, de la ville que la citoyenneté se révèle. Nous comptons en France quelques 35 000 communes, qui dessinent autant d'espaces de vie, de regroupement, de réflexion, d'intelligence collective, de sociabilisation, de responsabilisation...

L'expertise de vie, d'usage se construit au cœur des villes et des villages de France qui doivent être en mesure de partager, avec les différents niveaux territoriaux, ces réalités pour inspirer et ajuster les décisions et politiques publiques. Le Grand Débat National de 2018 en réhabilitant les cahiers de doléances semblait témoigner cette prise de conscience qu'il s'agit de prolonger et de renforcer.



### 2.3.5 Citoyen du monde, une utopie ?

Depuis 1992, le citoyen français est reconnu comme citoyen européen...il accède ainsi à des droits spécifiques (liberté de circulation, de pétition, droit de vote...), mais n'est soumis à aucun devoir.

La défection de la citoyenneté européenne (triste exemple que la gestion de la crise sanitaire) témoigne que la citoyenneté qui se réduit à un statut juridique ne permet pas l'émancipation du sentiment d'appartenance et de la cohésion au sein de l'Union Européenne. La citoyenneté européenne ne correspond à aucun projet commun (outre peut-être le programme Erasmus).

Si la notion de citoyen du Monde ne correspond à aucun statut on peut se poser la question : l'appartenance à une nation doit-elle seule circonscrire l'accès à la citoyenneté ? L'avènement d'une citoyenneté apatride, asexuelle, aconfessionnelle, multiculturelle... est-elle possible, souhaitable ? Au-delà du seul aspect symbolique, ce statut pourrait contribuer à l'émergence d'un sentiment d'appartenance globale, à éveiller la conscience de vivre sur une planète habitée et préservée par tous et pour tous, à faire primer l'intérêt collectif sur l'individuel, à insuffler un renouveau démocratique et solidaire.

